



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GÉNÉRALE  
E/CN.4/1983/52  
22 février 1983  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-neuvième session  
31 janvier - 11 mars 1983  
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTI-  
CULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport du Secrétaire général établi conformément au paragraphe 3 du  
dispositif de la résolution 1982/27 de la Commission des droits  
de l'homme en date du 11 mars 1982

1. Le présent rapport contient des renseignements sur les contacts directs que le Secrétaire général a établis et qu'il maintient avec le Gouvernement iranien, comme la Commission des droits de l'homme le lui a demandé au paragraphe 3 du dispositif de sa résolution 1982/27 du 11 mars 1982.
2. On trouvera dans le document E/CN.4/1983/19 une compilation des renseignements disponibles au sujet de la situation existant en Iran en matière de droits de l'homme, renseignements demandés au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1982/27.
3. Au cours de l'année écoulée, le Secrétaire général s'est entretenu avec le représentant permanent de la République islamique d'Iran des informations relatives à des violations des droits de l'homme. Dans ce contexte, le Secrétaire général a fait mention des informations selon lesquelles des membres de la communauté religieuse Baha'ie seraient victimes de persécutions, et parfois d'exécutions sommaires. A ce sujet, M. l'Ambassadeur Rajai Korassani a déclaré que nul n'était persécuté en Iran en raison de ses convictions religieuses et qu'aux yeux du Gouvernement iranien, les Baha'is étaient non pas une communauté religieuse, mais un mouvement politique qui vise à semer la division au sein du peuple iranien.
4. Peu avant la fin du mois de décembre 1982, le représentant permanent de l'Iran a fait savoir que le Gouvernement iranien était prêt à recevoir à Téhéran un envoyé du Secrétaire général pour discuter avec lui des questions relatives aux droits de l'homme et que les autorités iraniennes étaient disposées à fournir à l'Organisation des Nations Unies les renseignements nécessaires requis à ce sujet.
5. A la suite de ces contacts, le Cabinet du Secrétaire général s'est mis en rapport avec la Mission de l'Iran le 5 janvier 1983, afin d'envisager plus en détail les différentes formules possibles de visite de hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies en Iran.

6. Le 19 janvier 1983, la Mission de l'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies a confirmé que les autorités iraniennes étaient prêtes à recevoir un envoyé du Secrétaire général pour discuter des questions relatives aux droits de l'homme. Le 31 janvier, la Mission a fait savoir que l'envoyé pourrait se rendre en Iran au cours de la seconde quinzaine du mois de mars. On s'occupe actuellement de mettre au point les modalités pratiques de cette visite.

7. Le Secrétaire général espère que la mission de son représentant en Iran au cours des prochaines semaines permettra de mieux clarifier la situation des droits de l'homme en Iran. Il va sans dire qu'il tiendra la Commission informée des résultats de cette mission et des autres contacts directs.

8. En plus de ces contacts directs, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale et le Directeur du Centre pour les droits de l'homme ont, à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée, évoqué un certain nombre de cas individuels, sur une base purement humanitaire, avec des représentants du Gouvernement iranien.